



# Et après le 18<sup>e</sup> congrès en Chine ?

**Jean-Pierre Cabestan**

L'auteur, professeur à l'Université baptiste de Hongkong\*, fait valoir les risques d'instabilité pour l'avenir de l'empire du Milieu.

**A** l'issue de son 18<sup>e</sup> congrès, le Parti communiste chinois (PCC) vient de se donner une nouvelle équipe dirigeante de coloration plutôt conservatrice. Ce congrès a aussi révélé d'une part le décalage croissant entre le pouvoir politique officiel et la société chinoise et d'autre part les profondes divisions au sein des élites du pays, deux données de nature à fragiliser, voire mettre en danger l'équilibre autoritaire sur lequel s'appuie la stabilité du régime actuel.

Ainsi, en marge de la grand-messe officielle, les Chinois, notamment sur la Toile et dans les réseaux sociaux, ont manifesté un niveau sans précédent de cynisme et de sarcasmes. Évolution salutaire, à la soviétique, diront certains, mais relativement nouvelle en République populaire, où l'on s'était habitué à une relation au pouvoir beaucoup plus traditionnelle, selon laquelle le gouvernement central était généralement perçu comme propre, efficace et légitime tandis que ses ramifications locales étaient vues comme corrompues et brutales, voire mafieuses.

Le Congrès, son unanimisme de façade, l'opacité de son fonctionnement et le rapport très jargonneux qu'y a présenté l'ancien et terne numéro un Hu Jintao, toute cette pompe officielle s'est révélée plus que jamais comme appartenant à une autre époque, mettant au jour le fossé qui s'est irrémédiablement creusé entre le pouvoir et la société.

Certes, une fois intronisé,

Xi Jinping a tenté de se montrer moins idéologique, adoptant un langage simple et compréhensible par tous. Mais dans

l'aréopage des sept membres du comité permanent du Bureau politique qu'il nous a présentés, quatre sont des fils de prince (outre lui-même, Zhang Dejiang, Yu Zhengsheng



DESSINS DOBRITZ

et Wang Qishan) et au moins cinq sont proches non pas de Hu mais de son prédécesseur Jiang Zemin (86 ans), mettant en lumière l'influence persistante des patriarches du régime et par conséquent l'échec de toute institutionnalisation. Seul Li Keqiang, le futur premier ministre, et peut-être Liu Yunshan, le nouveau chef du secrétariat central du PC et de l'idéologie, doivent leur promotion à Hu. Et cela ne signifie en rien qu'ils sont plus réformistes.

Il est vrai que Li est réputé avoir accepté les recommandations économiques de la Banque mondiale en matière de libéralisation du marché et du secteur financier, de réduction des privilèges des grands groupes d'État et de soutien à l'initiative

### **La nouvelle équipe est-elle prête à briser ce précaire équilibre autoritaire ?**

privée. Autre signe encourageant, le Bureau politique dans son ensemble (25 membres) comprend un certain nombre de modérnistes comme Li Yuanchao, le patron du puissant département de l'organisation du PC, et Hu Chunhua, le secrétaire du PC de Mongolie intérieure, ou de réformistes comme Wang Yang, le numéro un du Guangdong et Ma Kai, le secrétaire général du gouvernement. Deux femmes (Liu Yandong et Sun Chunhua) y siègent désormais, contre une auparavant. Néanmoins, contrairement aux espérances, ni Li ni Wang n'a été promu au Comité permanent, le saint des saints du Parti suppose prendre les décisions les plus importantes sur une base consensuelle.

Autant de signes des tensions qui traversent le Parti. Ainsi, les critiques contre l'équipe sortante se sont multipliées, présentant, parfois un peu abusivement, la décennie écoulée comme des années perdues pour la réforme politique. De fait, tout en se concentrant sur la mise en place de systèmes de protection sociale, le tandem Hu-Wen a privilégié, à coups de bâton

et de yuans, le maintien d'une « stabilité rigide » insoutenable à moyen terme. Pour autant, la nouvelle équipe est-elle prête à briser ce précaire équilibre autoritaire ?

Les choix du pouvoir chinois, à l'issue du congrès, sont de plus en plus nets : soit maintenir le régime de parti unique actuel tout en prétendant s'inspirer de Singapour afin de donner l'illusion de la poursuite de la modernisation politique et juridique des institutions, soit regarder ce qui se passe ailleurs en Asie, de Taïwan à la Birmanie, et mettre en place avec le soutien des segments de la société qui y ont intérêt un programme de réformes capables de battre en brèche non seulement les privilèges des grandes familles communistes mais aussi l'arbitraire et l'opacité du régime actuel.

Il est clair que dans les deux cas la Chine s'oriente vers plus d'instabilité. Issu de

l'aristocratie rouge, doté d'un capital de confiance encore important, et ayant déjà pris la direction de la commission militaire du Parti, Xi est dans une position plus solide que son prédécesseur pour relancer les réformes politiques. Mais pour les raisons indiquées, sans pression de la société, on peut craindre qu'il préfère opter pour le maintien de l'équilibre autoritaire à l'intérieur et l'affirmation de puissance à l'extérieur hérités de Hu. Ainsi, la principale inconnue pour les années à venir ne se trouve pas dans les arcanes de la nouvelle équipe dirigeante, mais au sein d'un corps social en plein bouleversement et qui pourrait nous réserver bien des surprises, et ceci même si l'économie chinoise demeure le principal facteur de croissance mondiale. \* Également chercheur associé à Asia Centre, Paris. Auteur de « La Politique internationale de la Chine », Presses de Sciences Po, 2010